*29/06/2012 - Grenoble*

*Communiqué de la Cisem 38 (Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants)*

**ASILE, IMMIGRATION: LE COMPTE N’Y EST VRAIMENT PAS…**

Les organisations associatives syndicales et politiques réunies au sein de la Cisem ont pris connaissance des propos de Manuel Valls, Ministre de l’intérieur, publiés dans le Monde du 28 juin 2012.

La politique annoncée va maintenir les étrangers dans une situation inacceptable de non droit. Droit au logement, droit au travail, droit à la santé, droit à vivre en famille, en est-il seulement question ?

Depuis 5 ans, la situation n'a cessé de s’aggraver. Or, les mesures proposées ne font pas preuve d’une réelle volonté d’initier une politique de gauche qui permettrait la régularisation de tous les sans papiers.

Malgré un discours plus humaniste qui rompt avec les discours xénophobes du gouvernement précédent, les régularisations annoncées sont infiniment en deçà des attentes des organisations et des étrangers eux mêmes.

Le chiffre annoncé par Manuel Valls, le même que celui de Guéant, 30 000 régularisations ne correspond pas à la situation réelle des étrangers sans papiers en attente d’une régularisation. Que fera t’il si plus de 30 000 personnes répondent aux critères édictés ?

Ce chiffre de 30 000 indique clairement que des dizaines des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants continueront à être soumis aux O.Q.T.F., pourchassés et enfermés dans les centres de rétention administrative ou assignés à résidence jusqu'à leur expulsion.

Confondre la question du droit d'asile et celle de l'immigration met en péril l'exercice du droit d'asile. Le ministère de l’Intérieur et la Préfecture conservent cependant le contrôle entier de la politique d’immigration (visas, asile, titres de séjour, etc.). Toutes choses que le Parti Socialiste avait dénoncées en son temps…

Nous constatons qu’aucune remise à plat des lois qui régissent l’entrée et le séjour des étrangers n’est envisagée.

Nous ne pouvons accepter qu’une politique dite de gauche soit aussi restrictive et tienne aussi peu compte de nos demandes et de la demande des intéressés pour mettre fin à des situations plus qu’intolérables .

Nous ne pouvons nous contenter du demi- mesures et des arrangements des textes qui ont fait tant de mal aux demandeurs d’asile, aux travailleurs étrangers, à nos traditions républicaines et à notre démocratie.

Nous ne pouvons accepter qu’une fois de plus la déception remplace l’espoir de rupture avec la gestion comptable et politique de repli.

Le changement doit aussi concerner ces femmes, ces hommes, ces enfants, nos voisins, qui vivent et survivent dans l’incertitude depuis bien trop longtemps.

**Cisem 38** c/o CIIP Maison des Associations 6 bis, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble
 Tel / fax : 04 76 87 59 79 Mail : cisem.isere@gmail.com